NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

VivaTech 2019: L’événement de l’innovation pour la quatrième année consécutive du 16 au 18 mai

Paris va devenir la capitale des nouvelles technologies jusqu'à la fin de la semaine. Le salon de l'innovation VivaTechnology reprend ses quartiers au sud de Paris pour la quatrième année consécutive du 16 au 18 mai. L'événement organisé par les groupes Publicis et Les Échos s'agrandit cette année et occupera un espace plus important dans les pavillons 1 et 2.2 de Paris Expo Porte de Versailles mais aussi au Dôme de Paris, où auront lieu les conférences.

Discours du Président de la République au salon VivaTech 2017 :

> *Bonsoir Messieurs, Dames,*
>
> *Madame la ministre,*
>
> *Monsieur le ministre, Mesdames et Messieurs,*
>
> *Chers amis,*
>
> *Je suis très heureux d’être parmi vous aujourd’hui, un an après le lancement de*

Viva Tech, et je me souviens l'année dernière, des premiers pas, des premières réussites d'entreprises déjà vues et recroisées aujourd'hui, et je voulais vous dire à quel point aujourd'hui, aux uns et aux autres, je suis fier de vous, vraiment.

Cela n'est qu'une étape ! Parce que le Viva Tech de cette année est beaucoup plus grand que celui de l'année dernière, beaucoup plus international encore. Mais en un an, on peut faire beaucoup de choses, et donc l'année prochaine, il faut que ce salon grandisse encore davantage. Et je vous lance le défi de devenir le nouveau CES. Je veux qu'ici, à Paris, vous réussissiez à créer ce rendez-vous international de l'innovation, de la création d'entreprise, de l'entreprenariat dans le monde ! C'est cela, le défi qui est le vôtre désormais.

Je dis bien le vôtre, parce que j'ai peut-être une mauvaise nouvelle pour vous : ni un président, ni un gouvernement ne changent radicalement les choses en la matière. Je me dois d'avoir l'humilité qu'il convient, mais qui se conjugue avec une exigence à votre endroit : c'est vous qui porterez cette réussite. Et quand je parle de la France qui entreprend, je parle de vous, de ce que vous avez fait, de ce que vous êtes en train de faire, start-up, PME, grands groupes qui avez décidé d'accompagner et de porter cet événement. C'est ce que vous allez continuer à faire.

Il se passe aujourd'hui quelque chose en France. Il y a ce qu'on appelle un momentum. De quoi s'agit-il ? Il y a, partout dans le pays, des femmes et des hommes qui veulent faire, inventer, innover. Il y a partout dans le pays, des femmes et des hommes qui veulent gagner à l'échelle du monde. Et il y a partout dans le pays, des femmes et des hommes qui veulent que la France réussisse, et être fiers de leur pays. Et il y a aujourd'hui, partout à travers le monde, des femmes et des hommes qui vous regardent faire, qui viennent faire en France, et qui de plus en plus continueront à entreprendre ici ! C'est cela, ce momentum ! Cette dynamique, c'est celle de l'hyper-innovation, celle des talents, celle que vous incarnez.

Ce quelque chose qui se passe dans notre pays est déjà formidable ! Mais je vous le dis très franchement, nous ne pouvons pas nous arrêter là. Cela ne peut pas nous suffire, et nous devons aller plus loin. Aujourd'hui, la France est en train de devenir la nation des start-up, et elle doit réussir ce pari. C'est cela, ce que je veux faire avec vous dans les années qui viennent : précéder, anticiper,

porter ce mouvement. Oui, ce que vous avez commencé à faire, ce que vous incarnez ici aujourd'hui et que nous allons continuer ensemble suppose d'être, pour ce qui nous concerne, plus entreprenant, plus fort, plus exigeant.

Je ne veux plus qu'entreprendre, en France, soit trop souvent seulement intéressant quand on ne gagne pas encore d'argent. J'ai vu trop de start-ups me dire « c'était formidable, nous avons lancé des choses, et puis quand il s'agissait de développer l'innovation, on a quitté le pays ». Alors oui, en baissant l'impôt sur les sociétés, en réduisant les charges salariales et patronales, en simplifiant les dispositifs d'incitation à l'innovation, en supprimant le RSI, nous créerons un contexte plus attractif pour les entrepreneurs et qui leur permettra de réussir davantage, plus vite, plus fort, à l'échelle du pays puis du continent et à l'échelle mondiale.

Je veux, en même temps – et j'assume pleinement cela – lever les contraintes, redonner des libertés de faire, de tenter, parfois d'échouer, et créer les protections qui vont avec le monde qui nous entoure. Notre système, en Europe, a été pensé pour l'après-guerre, pour une économie de rattrapage industriel ! Or nous sommes entrés dans une économie de l'hyper-innovation, où les cycles sont plus courts, où l'échelle est mondiale, où l'échec n'est plus aussi dramatique et où il faut, non plus protéger les emplois qui sont parfois les emplois d'hier, mais davantage protéger les individus en les formant, en les accompagnant à ces changements brutaux. Où il faut accélérer les mutations qui sont parfois beaucoup plus rapides. Où il faut, non pas expliquer à des territoires qu'ils ne subiront pas les changements, mais qu'ils y gagneront et qu'ils les porteront en investissant.

Donc nous ne devons plus aujourd'hui parler le langage d'hier. Nous ne devons plus essayer d'adapter nos systèmes par des réformes, en demandant des efforts, parce que ces réformes sont toujours les mêmes, et les efforts sont toujours faits par les mêmes. Et on le voit bien, ça ne marche plus. Ce que nous avons à conduire ensemble c'est une révolution en profondeur de nos modèles : nos modèles de pensée, nos organisations économiques et sociales, nos façons de nous comporter. C'est l'organisation de notre société, de notre action publique et de l'organisation du capitalisme européen et mondial que nous avons à conduire. Parce que c'est cela ce qui nous permettra de gagner les deux grandes transitions qui sont les nôtres : la transition numérique et la transition climatique.

Ce défi est immense, et c'est celui que mon gouvernement aura à porter, à travers les réformes, dès à présent commencées, en matière de droit du travail, de formation professionnelle, de changement du système de retraite, pour que la négociation se fasse au plus près de l'entreprise et du terrain, pour que les règles soient aussi agiles que la réalité à laquelle nous avons tous et toutes à faire face, et pour que nos préférences collectives puissent être défendues dans un monde qui innove et, bousculé chaque jour, se transforme à une vitesse et dans une profondeur que nous n'avions pas jusqu'alors même pressenties.

C'est pour cela que je veux aussi que notre Etat se comporte différemment avec le monde économique ; que ce soit non pas un Etat qui règlemente tout, mais qui facilite et qui accompagne. Aussi, dès cet été, une réforme en profondeur, installant dans le droit français un « droit à l'erreur », sera conduite. C'est une révolution en profondeur de ce qu'est l'administration ! Le premier geste de l'administration ne doit plus être de contrôler pour sanctionner, mais de faciliter et d'accompagner pour corriger, pour aider à réussir, pour faciliter. Cette transformation, elle est conceptuelle ; mais elle sera réelle. Parce qu'elle est la clé de notre réussite collective.

C'est pour cela que je veux aussi un Etat qui va davantage tester, apprendre, innover. Je veux que nous donnions enfin dans notre pays une place à l'expérimentation dont vous avez besoin. Combien de fois ai-je entendu des entreprises m'expliquer qu'elles avaient découvert en France, qu'elles avaient bénéficié du Crédit Impôt Recherche et des laboratoires publics, mais qu'elles étaient parties se développer ailleurs parce qu'elles n'avaient pas obtenu les adaptations réglementaires nécessaires ou la possibilité de faire. Je pense à ces drone inventés ici, qui se développent et se commercialisent ensuite en Albanie, au Canada, parce que notre droit est trop rigide. Je veux que nous développions massivement l'expérimentation dans de nombreux sujets. La possibilité de tenter, de faire, d'innover, reconnue dans notre droit, et la possibilité, si une erreur est faite, de la corriger, de changer les choses, de repartir vers une autre piste ; parce que cette économie, cette société de l'hyper-innovation, c'est celle de l'essai, encore et encore.

Donc, ces transformations, nous allons les conduire sans plus attendre, parce que vous n'attendez pas, parce que vous concurrents n'attendent pas, parce que cette transformation, nous la vivons. Nous n'avons pas à la décider ! Le seul choix que nous avons à faire collectivement, c'est de savoir si nous

refusons le monde tel qu'il est en train de se transformer, quitte à faire courir le risque à notre pays de ne pas prendre justement ce moment de la transformation du monde, de priver notre pays de la richesse qui peut ainsi se créer, de l'innovation et de l'apprentissage qui peut ainsi se développer, ou si nous voulons y réussir, devenir les leaders, avec nos spécificités, avec nos valeurs, et j'y reviendrai.

Le choix est fait depuis le 7 mai dernier. Les Françaises et les Français l'ont exprimé clairement. La France sera la nation leader de cette hyper-innovation, du changement, de la transformation profonde. Elle sera le pays de cette révolution de l'entreprenariat, de l'innovation et de la révolution démocratique qui l'accompagne.

Pour ce faire, il nous faudra décloisonner. Décloisonner entre la Recherche publique et l'entreprenariat. Beaucoup a été fait ; nous étions tout à l'heure avec des entrepreneurs, Madame la Ministre, qui nous l'ont dit. Toutes et tous reconnaissaient la qualité de l'enseignement supérieur et de la Recherche française. Mais il faut encore aller plus loin. Il faut encore faciliter les échanges, les mouvements et ses transformations.

Le décloisonnement, c'est aussi celui indispensable entre les start-up et les grands groupes. Nous devons là aussi aller plus loin. Cet événement est l'incarnation même d'un changement conceptuel, culturel qui s'est fait depuis quelques années en France. Mais les start up ne se développeront et croîtront pas dans notre pays si elles ne multiplient pas les liens contractuels, l'innovation croisée avec les grands groupes et les rachats quand c'est nécessaire.

La France peut réussir cette transformation parce que nous sommes un pays de talents reconnus à travers le monde, un pays d'ingénieurs, de doctorants, de chercheurs, d'entrepreneurs. Donc, le pari que nous devons réussir c'est celui de continuer à éduquer nos talents, à amener les Françaises et les Français qui le souhaitent au plus haut de la réussite académique. Et c'est ce que nous aurons à faire dans les prochaines années : défendre le modèle éducatif, l'aider à réussir à aller plus loin, garder ses talents en France après parfois une période à l'étranger et faire revenir toutes celles et ceux qui à un moment n'y

croyaient plus, qui parfois nous ont quittés, parce que c'est ici que les choses vont désormais se passer.

Continuer à attirer les talents du monde entier ; ces entrepreneurs du monde entier, et il y en a beaucoup dans cette salle, qui se diront « c'est en France qu'on peut et qu'on va réussir ». Aujourd'hui, au moment même où je vous parle, le French Tech Visa est lancé officiellement. Il est valable quatre ans et simplifie toutes les procédures administratives pour les talents désireux de venir travailler chez nous et venant du monde entier. Le site est ouvert aujourd'hui, la procédure est effective aujourd'hui. Et je le dis pour celles et ceux que j'ai croisés ou qui seraient dans cette salle avec un passeport étranger, allez vous inscrire.

La France est un pays d'entrepreneurs, c'est un pays de start ups mais je veux que ça devienne aussi un pays de licornes, de grands groupes nouveaux, le pays des géants de demain. Alors pour ce faire nous devons sortir d'une fascination française, le « small is beautiful ». Vous savez, en France, et je sors d'une campagne présidentielle, on aime les entrepreneurs à condition qu'ils ne réussissent pas trop bien. Quand un entrepreneur commence à réussir trop bien on le jalouse, on dit qu'il y a quelque chose de louche, on le stigmatise et généralement on le fiscalise. Et c'est terminé. C'est absurde parce qu'un entrepreneur qui s'enrichit, c'est un entrepreneur qui est en train de réussir et qui donc fait réussir son pays, embauche, tire d'autres entrepreneurs et doit pouvoir réussir encore plus facilement, plus vite, plus fort, pour pouvoir réinvestir demain.

Alors pour cela je veux que nous continuions, facilitions l'émergence de champions en ne taxant plus l'impôt sur la fortune, les fonds investis dans les entreprises, les start ups, l'innovation pour rendre au marché les liquidités qui jusque-là préféraient l'immobilier.

Ce sera fait dès la prochaine loi de finances, avec un prélèvement forfaitaire unique de 30 % tous compris pour les revenus du capital. Il faut taxer le capital pour qu'il puisse financer le reste de l'économie mais ne pas le taxer pour le faire fuir, ce qui était le cas jusqu'alors. 30 % tout inclus c'est ce qui permet de faire vivre notre système public, notre système éducatif, de recherche, notre solidarité collective, tout en restant profondément attractif et en permettant le développement économique. Je veux aussi que nous facilitions les

réinvestissements dans les start ups et dans l'innovation. Et enfin un fonds pour l'innovation sera doté de 10 milliards d'euros pour investir aux étapes clés de la croissance.

La Banque publique d'investissement continuera à jouer son rôle et je veux ici la saluer, Monsieur le Directeur général, parce qu'elle a fait et elle continuera à faire énormément pour cet écosystème de croissance. Mais il faut aller plus loin, faciliter l'innovation, donner de la visibilité au financement de l'innovation en France ; ce sera l'objet de ce fonds pour l'innovation.

Je veux enfin que la fiscalité et la réglementation encouragent l'investissement dans le risque, l'innovation et la prise de risque. Pour les entrepreneurs qui ont réussi ou qui sont en train de réussir, mais plus largement pour les épargnants dans notre pays qui aujourd'hui sont incités la plupart du temps à mettre leur argent dans les obligations d'Etat ou dans des financements peu risqués mais qui ne financent pas l'économie et la création d'emplois. Cela aussi nous le changerons.

Enfin, pour mener cette bataille, nous irons au bout également du combat européen. L'Europe doit achever la création d'un vrai fonds de venture capital européen dont le cœur doit être la France, l'Allemagne et l'Italie et qui doit permettre aux start-ups de passer les 2es et les 3es tours de levées de fonds. Nous devons également réussir la bataille du marché unique du digital. Je la conduirai dans les fonctions qui sont aujourd'hui les miennes parce que ce marché, demain à 27, doit être le nôtre ; parce qu'une start-up qui se crée en France, elle doit, dès le jour-même, accéder à un marché de 27 pays, un marché comparable au marché américain et non pas se battre avec 27 régulations différentes, avec 27 entraves et, en quelque sorte, avoir dès le début un handicap parfois irrémédiable quand elle se compare à une start-up américaine ou une start-up chinoise.

Vous l'avez compris, je veux ensemble que nous réussissions par ces transformations profondes, ces adaptations indispensables, ces révolutions à conduire. Et donc l'Etat lui-même aura à conduire ces transformations. Monsieur le Secrétaire d'Etat au Numérique, c'est vous qui aurez à piloter ce chantier. L'Etat doit devenir digital parce que l'Etat ne comprendra les enjeux du numérique que s'il devient lui-même un acteur numérique. Et ce que nous allons promouvoir, c'est un Etat qui innove, un Etat qui gagne en productivité,

en efficacité, en épousant le numérique, ses méthodes, ses facilités, son efficience, ses organisations. Un Etat qui ne multiplie pas partout la présence physique, mais la concentre là où elle est nécessaire, au contact, dans un rapport humain indispensable mais que nous devons réinventer.

Nous devons construire un Etat plateforme qui facilitera, accompagnera, transformera nombre de ses procédures en solutions, en applications, un Etat qui doit avoir l'ambition, d'ici à 2022, de numériser l'ensemble des procédures qui sont les siennes. Je sais bien que cela sera dur, mais c'est indispensable.

Cet Etat numérique, il sera inclusif. Nous prendrons les engagements clairs pour que chacune et chacun dans tous les territoires, dans toutes les conditions – personnes vivant en situation de handicap, personnes vivant en situation de pauvreté – de pouvoir avoir accès à ces services publics du numérique. C'est comme cela que nous devons repenser collectivement l'action de l'Etat, l'action publique, non pas avec les recettes d'hier, mais en pensant que notre action, l'Etat lui-même doit être adapté au XXIe siècle.

Un Etat numérique, c'est aussi un Etat qui définit et porte ses priorités pour demain et nous aurons quelques priorités claires. Nous ne devons pas mener les combats d'hier, même ceux que nous avons perdus. Mais la France doit devenir le leader dans quelques combats de demain : l'Internet des objets, l'intelligence artificielle, la convergence entre le numérique et les cleantech et toutes les technologies du greentech, la convergence entre le numérique et le healthcare. Ces batailles, ce sont les nouvelles frontières technologiques. L'Etat y investira massivement. Ce sera le cœur des priorités du plan d'investissement que j'ai annoncé. L'Etat les portera, mais l'Etat aura besoin de vous et donc il facilitera massivement, dans chacun de ces domaines qui transformeront la mobilité, l'habitat ou la santé de demain, vos investissements privés, vos innovations, vos accélérations.

C'est cela le socle d'une France qui innove stratégiquement, économiquement, socialement. Cette feuille de route est prête et elle doit s'appuyer sur l'excellence française. Je le dis aussi ici très clairement et nous l'avons vu à l'instant à travers les stands de VivaTech, aucun des secteurs, même les secteurs les plus traditionnels, ne doit se tenir à l'écart de cette transformation. Le luxe et les métiers de la main sont au cœur de cette innovation, nous venons de le voir. L'agroalimentaire de haut niveau, le commerce, même le plus

traditionnel, seront transformés par cette révolution technologique, que nous porterons et que nous réussirons ensemble.

Enfin, au-delà de ces réussites, de cette innovation, de ces transformations que je veux pour chacune et chacun, je veux qu'ensemble, nous réussissions à gagner ces nouvelles frontières du XXIe siècle. C'est un défi qui n'est pas simplement économique, c'est un défi culturel, civilisationnel. C'est celui de nos sociétés et donc celui de la France. La démocratie du XXIe siècle repose sur l'éducation et là-dessus, nous avons à investir et à faire. En 2020, on estime que le patrimoine de connaissances disponibles doublera tous les 72 jours. Imaginez-vous, en 1900, il doublait tous les 150 ans ; et depuis 1945, il doublait tous les 25 ans !

Cette accélération extraordinaire des connaissances fait que nous devons transformer notre éducation, profondément revoir notre éducation elle aussi en la mettant à l'heure du numérique, en accompagnant l'accès à des contenus illimités et complexes. C'est tout l'esprit de l'Encyclopédie des Lumières qui est en train de se réinventer au service de la cause éducative. C'est notre défi pour l'Education nationale comme pour l'Enseignement supérieur.

La démocratie du XXIe siècle repose aussi sur la solidarité. Les entreprises qui développent de l'assistance, le diagnostic à distance, qui détectent les chutes, qui anticipent les troubles cognitifs vont dans ce sens. Et donc la Silver Économie, le crowdfunding seront des acteurs de cette transformation sociale qui est aussi une transformation démocratique ! Et c'est le message que je suis aujourd'hui venu vous passer. Ce n'est pas simplement une révolution technologique, la révolution de tel ou tel secteur, c'est une transformation de notre société toute entière que nous avons, entrepreneurs, collectivités publiques, à porter ensemble, à penser, à réguler, à faire. Et donc, oui, la solidarité doit être portée à travers ces actions inclusives, à travers la santé, la transition de la médecine chimique à la médecine génomique. A travers toutes les révolutions technologiques, éthiques, sociales et sociétales que nous aurons à porter et à concevoir dans les années à venir.

La démocratie du XXIe siècle aura à affronter le défi environnemental et je l'ai dit, nous ferons notre planète aussi ici, en France, par nos engagements, non pas en opposant l'économie d'hier à celle de demain, mais en transformant par le numérique, par les innovations technologiques, culturelles, conceptuelles,

organisationnelles le monde d'hier et d'aujourd'hui en le transformant dans le monde de demain. Les greentech, les cleantech sont un enjeu essentiel des années à venir. L'alimentation elle aussi sera transformée par les innovations, le changement organisationnel, par notre capacité à repenser les organisations dans toutes les filières. Nous allons grâce à cela enfin quitter l'utilisation aveugle et intensive des ressources de la planète pour faire de la croissance en étant inclusifs et plus justes.

La démocratie du XXIe siècle reposera aussi sur la sécurité et je veux ici en avoir un mot. Nous sommes dans un monde de liberté et d'innovation mais vous sortirez de ce bâtiment tout à l'heure et certains auront peut-être peur en rentrant chez eux, peur de la menace terroriste, peur des insécurités du quotidien. Et donc, oui, cette transformation que nous avons à vivre, c'est aussi celle de la sécurité. La cybercriminalité, les cyberattaques font partie de notre quotidien et en la matière, la France doit viser l'excellence. En protégeant les données personnelles et l'intégrité numérique. En protégeant le quotidien de nos concitoyens. En gagnant la lutte contre le terrorisme, sans rien renoncer de la défense des libertés individuelles. Cette nouvelle grammaire, nous avons à la porter, à la penser et c'est aussi ici que nous le ferons.

Enfin la démocratie du XXIe siècle repose sur l'engagement politique. Rendre à nos sociétés leur vitalité démocratique, c'est modestement ce que j'ai essayé de faire durant les derniers mois mais c'est ce je vous demande de faire au quotidien à travers les civic tech, ces innovations qui permettent plus de transparence, de pédagogie pour nos concitoyens, qui permettent de transformer l'action publique et le regard que nos citoyens ont sur notre action au quotidien, en faisant de chacune et chacun un acteur de la transformation politique. Mais surtout, je le dis à tous les entrepreneurs, à toutes les entrepreneuses qui sont ici, cette liberté qui est la vôtre, que je veux vous rendre et reconnaître, elle impose aussi une responsabilité immense. Ce monde que nous sommes en train d'inventer, que je veux avec vous porter, dont je veux que la France soit la nation étendard, c'est un monde qui ne peut pas avoir les valeurs de celui d'hier. C'est un monde dans lequel je veux que vous réussissiez, mais dans lequel vous n'aurez pas le droit d'être cyniques. C'est un monde dans lequel je veux que vous puissiez vous enrichir, mais où vous n'aurez pas le droit d'être cupides et égoïstes parce que nos sociétés ne l'acceptent plus.

Ça ne sera pas le choix de tel ou tel gouvernement. Ce n'est pas une affaire de loi qu'on fait dans un seul pays pour taxer les dividendes ou ceci ou cela. C'est votre responsabilité. Vous devez l'avoir en tête. Pourquoi les Britanniques ont-ils choisi le « Brexit » ? Parce que pendant des années et des années, des gens ont pensé que tout pourrait se faire au calme dans la City, entre des milliardaires tranquilles et des gouvernants qui serviraient leurs intérêts. A un moment, le peuple s'est réveillé et leur a dit « non ». Un non brutal. Pourquoi pensez-vous, pour certains, que le peuple américain a décidé de choisir un dirigeant qui n'est peut-être pas celui que vous auriez préféré ? Parce qu'il a su parler aux classes moyennes, que l'establishment américain méprisait depuis des années parce qu'il ne parlait plus qu'à celles et ceux qui réussissaient ou qui avaient déjà réussi.

Vous ferez la France, l'Europe et le monde de demain mais cette liberté que je veux pour vous, cette démocratie du XXIe siècle dont nous sommes les codépositaires, elle vous donne une responsabilité immense, celle à chaque instant de garder en tête que votre réussite ne peut pas être votre réussite individuelle mais doit être la réussite de toute votre entreprise, de l'ensemble de vos salariés, la réussite de vos voisins et parfois vos voisins à l'autre bout de la planète. C'est votre responsabilité.

Voilà, mes amis, en un mot ce que je voulais vous dire. Vous êtes une formidable vitrine de la réussite française, européenne et mondiale. Mais ce que nous avons à construire est encore plus grand, c'est réussir à créer le numérique et l'entreprenariat des Lumières, c'est-à-dire en réinventant nos valeurs, en réinventant notre amour de la liberté des droits et de la justice. C'est cela l'ambition que j'ai pour notre pays, pour notre continent, pour notre planète.

Just one final word for our friends coming from India, from the US, from England and the rest of the world. I wish to say to you that France is an old country, with a long history of industry and technology. And I know that a lot of you heard about difficulties, or sometimes failures in our system.

A lot of things have been done to change that. But, more importantly, we are at the beginning of a new momentum. We are at the beginning of new wave. And this is the place to be, to invest, to work, to invent, to launch your business, to become a startupper, an engineer, a researcher.

The Concorde and the French nuclear plans are the results of the strong determination of French people. And until now, French engineers are still recognized among best of the world.

But what we have to do is to change our model in depth. I want France to be a "start-up Nation", meaning both a nation that works with and for the start ups, but also a nation that thinks and moves like a start up.

That is a long way, but we will walk this way together. Because France also knows what it owes to the World. At a time when some people believe that raising walls is a solution, we do think that openness is the right path. Because the challenges we face are global, we need to think global.

We want the pioneers, the innovators, the entrepreneurs of the whole world to come to France and work with us on green technologies, food technologies, artificial intelligence, on all the possible innovations. I want France to be the country where new mobility, new energy will be invented and developed. For that, I will ensure that we create the most attractive and creative environment. I will insure that the State and Government act as a platform and not as a constraint.

To put it in one word: "Entrepeneur is the new France".

Thanks a lot. Merci pour votre attention.

Liens connexes :

ÉLYSÉE PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ